



Sehr geehrte Herren,

Vom 25. bis 27. April 1974 fand in Kuala Lumpur die siebente Jahresversammlung der Asiatischen Entwicklungsbank (ADB) statt. Der Unterzeichnete und Herr J. Reverdin, Botschaftssekretär an unserer Botschaft in Jakarta, vertraten die Schweiz an der Tagung. Die Gouverneurskonferenz wurde überschattet durch den plötzlichen und schmerzlichen Verlust unseres Botschafters in Malaysia, Herrn Dr. Schmidlin, der an der Eröffnungssitzung einen Herzschlag erlitt.

Der beiliegende von Herrn Reverdin verfasste Bericht, dem der Text der schweizerischen Erklärung beiliegt, orientiert Sie über den Verlauf der Zusammenkunft dieses höchsten Organs der ADB. In ihrer Konzeption und Durchführung ist die Jahrestagung der ADB derjenigen der Bretton Woods Institute nachgebildet, m.a.W. werden die Erklärungen der Gouverneure der Mitgliedländer, zurzeit sind es deren 41, vorgelesen und am Schluss verschiedene Resolutionen durch stillschweigende Zustimmung gebilligt. Eine Debatte findet nicht statt; selbst der von Pakistan vorgeschlagene Ausschluss von Taiwan und dessen Ersetzung durch die Volksrepublik China löste im Plenum keine einzige Reaktion aus. Die eigentlichen Diskussionen und die Vorbereitung der Entscheidung finden vorgängig der Konferenz oder an deren sitzungsfreien Nachmittagen statt.

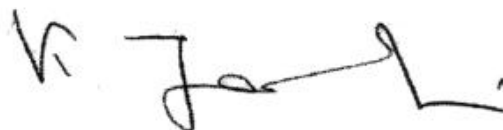
Als Treffpunkt der unterentwickelten und entwickelten Staaten Asiens und der ausserregionalen industrialisierten Mitgliedländer der ADB kommt der Jahrestagung dieser Bank eine bedeutungsvolle Funktion zu. Die Akzentsetzung der Aussprachen verschiebt sich zusehends von den banktechnischen zu den entwicklungspolitischen Aspekten. Im Vordergrund der Voten der diesjährigen Versammlung standen die Fragen der Preissteigerungen im Energie- und Rohstoffsektor und die sich hieraus ergebenden erhöhten Kosten auch für Importe von Investitionsgütern und Düngemitteln, die prekäre Welternährungslage, die sich ausweitende Differenzierung im Entwicklungsstand der Entwicklungsländer und ihre Berücksichtigung in Bedingungen und Form der Hilfe (Markt-, gemischte oder weiche Konditionen; Finanzierung der Devisen- und / oder Lokal-kosten) und die Verwendung der Erdölgelder zu Entwicklungszwecken.

- 2 -

Besonders hervorgehoben zu werden verdient die Tatsache, dass der vor Jahresfrist ins Leben gerufene Asiatische Entwicklungsfonds am 1. Juli dieses Jahres seine Operationen aufnehmen können. Nach verschiedenen Treffen der Geberländer wurde in Berücksichtigung der Schwierigkeiten der USA die Aeuftnung des Fonds in 2 Stufen und seine Inkraftsetzung nach Einschuss von 225 Millionen Dollar beschlossen. Der Beitrag der Schweiz an diesen Fonds, der 525 Millionen Dollar umfassen wird, beläuft sich auf 20 Millionen Franken, die bereits erbracht wurden. Wie die IDA in der Weltbankgruppe wird der Asiatische Entwicklungsfonds Infrastrukturvorhaben langfristig und zu Vorzugsbedingungen finanzieren, eine vordringliche Aufgabe in der heutigen Zeit und in gewissen Ländern der asiatischen Region.

An der nächstjährigen Gouverneursversammlung vom 24. bis 26. April 1975 am Sitz der Bank in Manila wird die Schweiz das Vizepräsidium ausüben.

Der Delegierte für Handelsverträge



(K. Jacobi)

2 Beilagen

Banque asiatique de développement (ADB)

Rapport sur la 7ème réunion annuelle

I. Généralités

- La septième réunion annuelle de l'ADB s'est tenue du 25 au 27 avril 1974 à Kuala Lumpur. La délégation suisse a été endeuillée par la mort subite de l'Ambassadeur de Suisse en Malaisie. M. Schmidlin, victime d'une crise cardiaque dans la salle de Conférence vers la fin de la séance d'ouverture, est décédé durant son transport à l'hôpital.
- La Conférence était présidée par M. Y.B. Chavan, ministre des finances indien, qui cèdera sa place l'année prochaine à son collègue de Nouvelle-Zélande M. W.E. Rowling. La huitième réunion se tiendra à Manille du 24 au 26 avril 1975. La Suisse a été nommée par consentement unanime à assurer la vice-présidence de la Conférence. Notre pays fera également partie aux côtés de onze autres pays du Comité des procédures.
- Deux colonies britanniques ont été admises comme membres de l'ADB: les "Gilbert and Ellice Islands". L'institution comprend ainsi 41 membres. Une allusion a été faite officiellement par le Gouverneur du Pakistan à la question de la participation de la Chine populaire. Toutefois, la remarque n'a donné lieu à aucun débat.
- Contrairement à ce qui se passe dans bien des organisations internationales, les réunions de l'ADB ne forment pas le prétexte à une confrontation verbale entre pays développés et pays en développement. Les pays membres de la Banque évitent généralement de politiser les débats et s'attachent

à résoudre concrètement les problèmes qui se posent à la région et auxquels la Banque a à faire face. Ainsi les réunions consistent pour l'essentiel dans les déclarations générales de Gouverneurs. Attentivement lues par la Direction de la Banque, elles ne sont pas l'énoncé de généralités mais guident et critiquent par des propositions constructives les activités de l'ADB.

## II. L'ADB en chiffres en 1973

- Le total des prêts a augmenté de 33 % en 1973 ( \$ US 421 millions) contre 24 % en 1972 ( \$ US 319 millions). Le total de l'encours a dépassé largement 1 milliard de dollars pour s'établir avec 171 projets à 1,3 milliards à la fin de l'année. 76,7 % de ces prêts ont été financés par les ressources ordinaires et 23,3 % par les fonds spéciaux. Les pays les moins développés ont augmenté leur part de prêts qui s'établit à 31,1 % du total pour 1973 comparé à 26,4 % pour l'année précédente. Les prêts mixtes se sont accrus de telle sorte que les prêts à condition de faveur ont progressé de 100 %. Les versements ont atteint \$ 146 millions, dépassant ainsi le total des versements faits pendant la période de 1968 à 1972. Enfin, 14 millions sont allés à l'assistance technique.
  
- Ces chiffres donnent une rapide esquisse de la Banque en 1973. Ils ont fait l'objet de commentaires positifs des Gouverneurs. Car la Banque à leurs yeux a réussi, malgré les insuffisances, à étendre largement son activité en dépit d'une année particulièrement chargée d'événements politiques et économiques qui ont transformé très profondément l'environnement international dans lequel intervient l'institution.

### III. Les problèmes de l'heure

Ces événements et leurs conséquences ont fait l'objet des principales observations des Gouverneurs qui ont mis les mêmes points en évidence avec une remarquable constance, qu'ils soient des pays en développement ou développés.

- Crise énergétique: Elle frappe durement certains pays de la région et en favorise d'autres. Selon les estimations, les pays en développement de la région importateurs de pétrole auront une facture de six milliards de dollars en plus à payer pour 1974, alors que leurs réserves monétaires sont estimées à sept milliards. La Banque doit donc favoriser l'octroi de prêts aux états les moins dotés en ressources énergétiques et les plus affectés par la hausse des coûts pétroliers et accorder une priorité marquée aux projets susceptibles d'améliorer la situation des paiements extérieurs des pays qui en seront les bénéficiaires.

Plusieurs orateurs se demandent dans ces conditions si certains pays dont le niveau de vie est déjà relativement élevé et qui verraient leurs ressources s'accroître du fait de la hausse des prix des matières premières ne devraient pas laisser aux autres le bénéfice des fonds spéciaux. La crise énergétique doit inciter l'ADB à financer davantage de projets dans le domaine de l'énergie. A cet égard, de toute part ont été saluées les initiatives des pays producteurs de pétrole (Koweït, Iran) de mettre à disposition des sommes pour compenser le déficit de la balance des paiements et participer au développement des pays pauvres importateurs de pétrole. L'ADB doit étudier les possibilités d'emprunts qui s'offrent dans ce domaine.

- Crise alimentaire: Sévit dans plusieurs pays d'Asie qui ne sont pas à même de couvrir leurs besoins. 1973 a vu les stocks mondiaux s'épuiser, le prix du riz et d'autres produits alimentaires essentiels progresser fortement. Ces phénomènes sont source de troubles sociaux. Plusieurs pays membres ont donc demandé à l'ADB d'accorder plus d'attention et de fonds à l'agriculture et au développement des secteurs ruraux. Les Philippines et la Malaisie ont relevé que comparativement à d'autres secteurs, l'agriculture avait joui d'une priorité moindre alors que dans tous les plans nationaux actuels, ce secteur répond à une absolue priorité. De manière générale, la sélection des projets ne prend pas assez en considération les critères sociaux-économiques ayant un impact direct sur la pauvreté (GB, Pays-Bas, Japon).

La crise alimentaire aux yeux de la majorité des Gouverneurs est à rapprocher de la pénurie des engrais qui sévit depuis une année. L'ADB doit absolument venir au secours des pays les plus démunis dans ce domaine. A cet égard, le Gouverneur de la Nouvelle-Zélande rappelle qu'au taux d'accroissement actuel de la population des pays en développement de l'ADB, la production de riz devra s'accroître de 50 millions de tonnes en 1980 et de 250 millions en l'an 2000 pour conserver la production per capita actuelle.

- Crise de matières premières: est si grave qu'elle met en danger les programmes prioritaires des pays en développement. Les représentants de ces pays engagent la Banque à mettre au point des programmes de prêts dépassant les normes actuelles établies par la Banque. La Suisse, comme d'autres pays, insiste pour que l'ADB réagisse de manière appropriée aux événements actuels et concrétise dans des décisions claires basées sur des principes directeurs les résultats de ses analyses.

#### IV. La politique de la Banque

##### a) Principaux points mis en évidence par les pays développés

- En ce qui concerne la politique des prêts, il faut prêter plus aux pays les plus pauvres et selon des termes qui sont davantage des conditions de faveur. On résumera les interventions faites en posant les trois règles suivantes :
  - plus le pays est pauvre, plus les prêts doivent être favorables
  - mesuré en PNB par habitant, plus le pays est pauvre, plus les fonds à conditions de faveur doivent être importants
  - les fonds de faveur doivent être investis dans les secteurs qui sont viables à long terme et ont un large impact sur l'économie en général.
- L'attention croissante donnée aux pays les plus pauvres a pour corollaire l'importance grandissante de l'assistance technique, particulièrement désignée à la préparation de projets bancables, principal goulot d'étranglement au volume des projets. Plusieurs Gouverneurs estiment les 14 millions destinés en 1973 aux activités d'assistance technique insuffisants (Suisse, GB, France, Australie, etc.).
- Plusieurs pays sont convaincus qu'il faut distinguer dans la politique des prêts, selon le stade de développement des pays emprunteurs. Ainsi la procédure du mixage doit être avantageusement poursuivie et accélérée (Canada, France, GB, Suisse)
- Quelques orateurs exprimèrent leurs craintes de voir l'ADB participer si peu à la reconstruction de l'Indochine (USA, France)



- Les procédures financières et d'adjudication doivent être au dessus de tout soupçon (France, Belgique, Australie)
  - Enfin, une proposition concrète présentée par la Nouvelle-Zélande: "that the developed countries of the Bank make loan finance available at concessional rates to enable the Bank to maintain its present ordinary loan interest rate." Ce taux est actuellement de 7 1/2 à 7 3/4 %, mais le Président Inoue doute que l'ADB soit en mesure à l'avenir d'emprunter sur le marché à des taux aussi bas.
- b) Principaux points mis en évidence par les pays en développement
- A l'instar de la BIRD, l'ensemble de ces pays ont demandé à l'ADB d'assouplir encore sa politique à l'égard du financement des coûts locaux. Les projets agricoles et sociaux exigent notamment des pays bénéficiaires des fonds en monnaie locale considérables alors que les dépenses en devises sont relativement moindres. Cet état de choses tend à décourager des initiatives dans ces domaines très importants.
  - Dans un même ordre d'idées, la Banque devrait donner la priorité aux contractants locaux lors de l'adjudication des contrats, ceci dans la mesure où les coûts proposés ne dépassent pas considérablement ceux des contractants étrangers.
  - L'ADB devrait aussi modifier la distribution sectorielle de ses prêts en accordant plus d'importance à l'agriculture et aux projets sociaux (cf ci-dessus). Le délégué de la Malaisie a reproché par exemple à la Banque de n'accorder des prêts que selon les seuls critères de viabilité économique à court terme. C'est ainsi, dit-il, que le secteur de l'éducation n'a pas même bénéficié du 1 % du total des prêts accordés depuis la fondation de la Banque.

- La part de l'assistance technique devrait augmenter.

c) Principaux points mis en évidence par l'ensemble des orateurs

Outre les points réunis sous le chiffre II "Les problèmes de l'heure", l'ensemble des orateurs ou presque ont mentionné les deux points suivants :

- Politique des liquidités: On s'est interrogé sur le point de savoir si la règle qui fixe les liquidités aux deux tiers des dépenses doit être retenue au vu de la situation internationale actuelle. Selon l'avis des pays membres, cette prudence bancaire peut aboutir à une accumulation d'emprunts inutiles qui risquent en définitive de coûter de l'argent à la Banque (placements à des conditions moins avantageuses que les coûts des emprunts).
- L'évaluation à posteriori est de l'avis général très importante et ce programme doit être poursuivi méthodiquement.

V. Le Fonds de Développement asiatique

Ce fonds est sur le point de devenir opérationnel. Le Gouverneur pour les USA, M. Shultz, a annoncé une contribution de \$ US 50 millions et a bon espoir que le Congrès approuve une mise de fonds équivalente à la fin de l'année en cours. Il a cependant rappelé les réticences américaines à l'augmentation de l'effort d'aide, déclarant qu'il s'efforçait surtout maintenant de maintenir le volume actuel.

sig. Jacques Reverdin

Annexe: déclaration suisse

Beilage II

Statement by Ambassador Klaus Jacobi  
Alternate Governor for Switzerland,  
on the occasion of the 7th Annual Meeting of the Asian  
Development Bank in Kuala Lumpur  
from April 25 to 27, 1974

---

May I, first of all, on behalf of Mrs. Schmidlin and my delegation express our sincere appreciation for all the signs of sympathy shown to us after the sudden and tragic passing away of our ambassador to Malaysia. Ambassador Schmidlin was a great friend of Asia where he spent more than half of his career, and the warm and deep feelings expressed in this Asian assembly are of particular consolation to us.

---

1973 was, to the Bank, no doubt a year of consolidation and further expansion for the benefit of its regional developing member countries; for international development co-operation it was a year of decisive change which will continue to influence international co-operation in the years to come.

The economic interdependence on a global scale has become most evident in the course of the last years. The fact that even more than one third of Switzerland's gross national product stems from the external economic sector illustrates the reason why we fully understand the importance and resent the general impact of closely interlinked international economic relations. Experience shows that the world-wide spread of inflation, the latent danger of the re-introduction of unilateral trade and capital restrictions and, last but not least, the scarcity of raw materials followed by dramatic price increases obviously adversely affect both industrial and developing countries, the latter, in certain respects, even more than the former. All of us are aware that many of the developing countries of Asia, which account for a large part of the world population, are in danger of being hardest hit by this reversed economic situation. One consequence of the still increasing interdependence is that the concept of development co-operation, instead of being narrowly defined in terms of financial and technical assistance, should be approached from a global viewpoint.

This makes it necessary for donor countries and for the multilateral financial institutions to re-examine their priorities and to look closely whether their development efforts are adapted to the new constellation, and, if not, to revise them for their future activities.

A successful mastering of the present international economic situation calls, more than ever, for close international co-operation. No individual country and no group of countries will ever be able to solve problems of such magnitude and complexity on their own. The multilateral financial aid institutions have, in their field of activity, to contribute to this common effort of international co-operation. To this purpose the development banks should closely work together, it being understood that each of them keeps its own regional character and its specific responsibilities. I would like to emphasize the important task these institutions are facing in helping to channel into development objectives part of the revenue now available to some countries exporting raw materials. This question of re-cycling seems to us of paramount importance in view of financing the balance of payments deficits due to the increased cost of oil imports.

Let me now turn to some specific aspects of the Asian Development Bank.

In seven years of business the Bank has granted loans exceeding 1 Billion of Dollars which illustrates well the importance and the scope of its task, but also the farsightedness of its Board and the competence of its Secretariat.

I am gratified that, after difficult negotiations, the Asian Development Fund is to become operative within the very near future, thus providing the Bank with an effective instrument especially designed to promote the welfare of the least developed and poorest of its members. I also note, with satisfaction, that further progress has been achieved with the increase of capital stock.

- 3 -

Its instruments thus widely enlarged, the Bank enters into a new phase of development; it starts, so to speak, its adult life. The credibility of the Asian Development Bank as a financial and development institution in the eyes of its members and in the judgement of the international capital markets - a basic requirement for a successful banking activity - is measured first of all by the quality of its work and by the Bank's capacity to respond quickly and efficiently to the changing needs of its developing member countries. This requires flexibility on the one hand and clear guiding principles in business policy on the other.

As I already mentioned, it is indispensable to give highest priority to lending operations for the benefit of the poorest countries. They in particular should benefit from the unified loan conditions recently approved by the Board of Directors. Such a policy requires, inter alia, that the Bank undertakes to make great efforts in those countries in the field of technical assistance in order to identify and prepare suitable projects for financing. We all know the serious bottleneck existing for the commitment and disbursement of loans to these lesser developed countries as a consequence of the lack of sufficiently bankable projects. It gives me pleasure to note that the Bank has already started to put increased emphasis on its technical assistance to the poorer countries.

This leads me to another point. The Bank should examine, in the light of the new financial resources available on capital markets and in the light of the urgent necessity to differentiate between countries of different development stages, how the volume of its loans to intermediate developing countries can be increased by blending the limited amounts of soft term money with resources which the Bank can procure on capital markets. It is obvious that operations out of the ordinary resources of the Bank for the benefit of its more advanced developing member countries should not be neglected either.

- 4 -

Furthermore I would like to add that the liquidity policy of the Bank should be thoroughly examined against the background of these new circumstances and requirements and that it should certainly not be unnecessarily restrictive. The decisive question for the developing member countries of the Bank lies, after all, in the amount of capital the Bank is able to place into economically sound projects - the number of projects does hardly represent a conclusive criterion.

Let me mention one particular activity of the Bank which, in my view, requires special attention, namely post-evaluation. Whether a project actually attains its objective, and whether the Bank has really lived up to its purpose cannot be assessed on the day of completion of a project, but only five, ten, or even more years later.

In conclusion, Mr. Chairman, I should like to stress one more point: the importance of close co-operation between the Bank Management and the Governments of the member countries, particularly through their Directors and Alternate Directors. It is the Board of Directors which, in the terms of the Asian Development Bank Agreement, is responsible for the direction of the general operation of the Bank. This permanent and close co-operation is, in my view, indispensable to provide the Bank with the necessary backing in its international activity.

Permit me to reiterate three of the principal points I just made:

- First: We place great importance on a proper response to the new international economic situation.
- Second: Decisions deriving from an assessment of this new constellation have to be laid down in clear policy guidelines.
- Third: The need for a close co-operation between the Bank management and the Board of Directors.

- 5 -

In concluding I would like to thank the President and Vice-president as well as their able staff for the excellent work carried out in the last year. May I give expression to the trust Switzerland places in the Asian Development Bank that it will fulfil its role as a banking and development institution and as an important link between its developing and its industrial member countries as well as between its regional and non-regional members.